

1- Principe général (article L.101-1 du Code de l'urbanisme)

"Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie"

2- Objectifs à atteindre par les collectivités publiques (article L.101-2 du Code de l'urbanisme)

Dans le respect des objectifs de développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat

4° La sécurité et la salubrité publiques

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

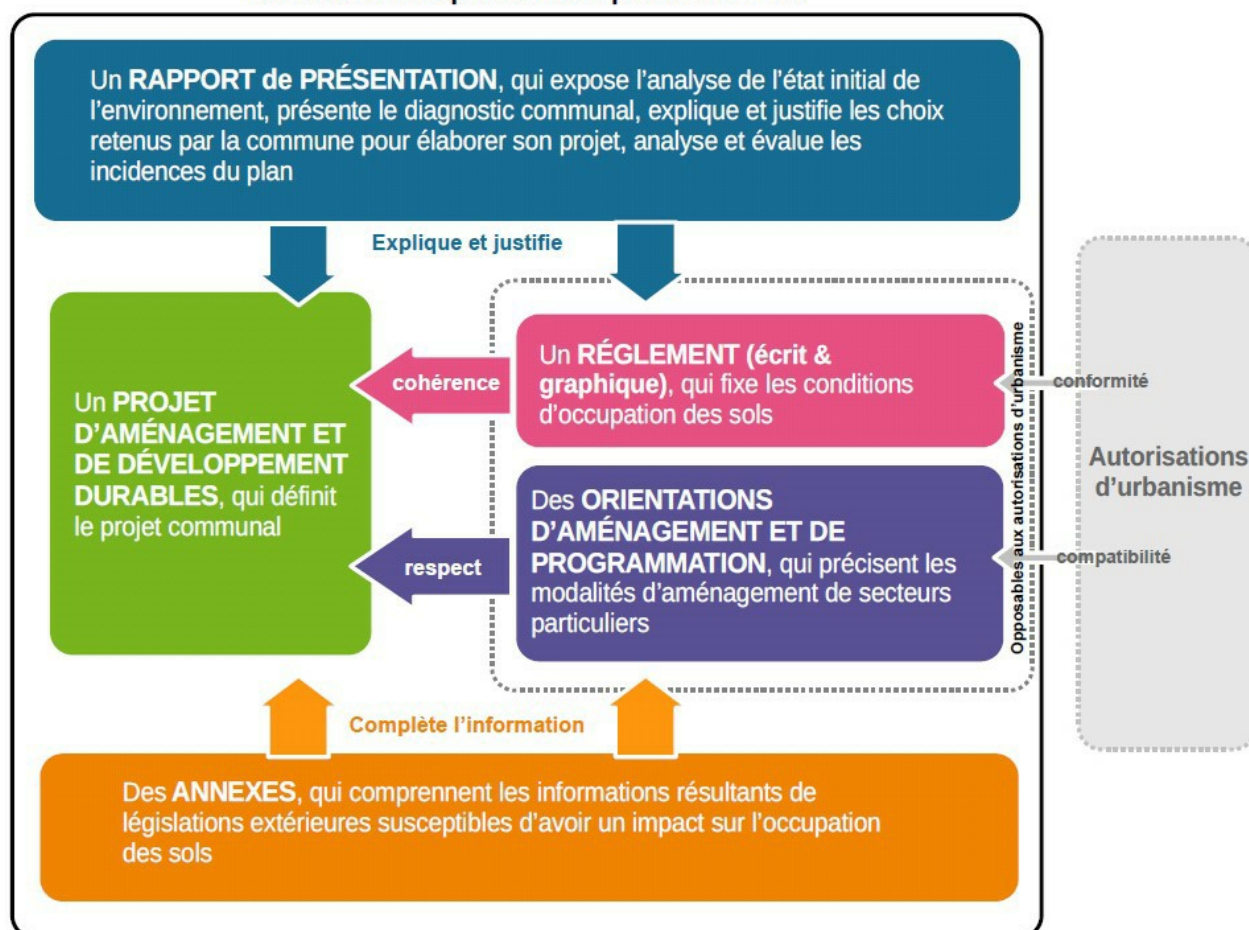
8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales

3- Les documents constitutifs du PLU(i) (article L.151-1 et suivants du Code de l'urbanisme)

Les articles L. 151-2 et suivants du CU, dont leur contenu est précisé aux articles R.151-1 à R.151-55, fixe le contenu du PLU(i) qui comprend :

- un rapport de présentation (art. L.151-4 et R.151-1 à R.151-5),
- un projet d'aménagement et de développement durables (PADD – art. L.151-5),
- des orientations d'aménagement et de programmation (OAP – art. L.151-6, L.151-7 et R.151-6 à R.151-8),
- un règlement et un ou plusieurs documents graphiques (art. L.151-8 et suiv., art. R.151-9 et suiv.),
- des annexes (R.123-13 et R.123-14).

Relations des pièces composant le PLU



4- PLU(i) tenant lieu de Plan de Déplacements Urbains (PDU) et de Programme Local de l'Habitat (PLH) (art. L.151-44 à L.151-48 du cu)

Lorsque le PLU(i) tient lieu de PLH ou de PDU, il comporte un programme d'orientations et d'actions (POA). Le POA comprend toute mesure ou tout élément d'information nécessaire à la mise en œuvre de la politique de l'habitat ou des transports et des déplacements définie par le PLU(i) tenant lieu de programme local de l'habitat ou de plan de déplacements urbains. Dans ce cas, le rapport de présentation explique les choix retenus par ce programme. (art. L.152-45 du cu)

Lorsqu'une communauté de communes de moins de 30 000 habitants élabore un PLU tenant lieu de PLH ou lorsqu'un EPCI qui n'est pas soumis à l'obligation d'élaborer un PDU en application de l'article L. 1214-3 du code des transports élabore un PLU tenant lieu de PDU, ce plan comprend un POA et, si nécessaire, des dispositions relatives à l'habitat ou aux transports et déplacements dans les OAP. (art. L.151-48 du cu)

Ils sont encadrés par les articles R.151-54, R.151-55 et R.152-1 à R.152-3 du code de l'urbanisme.

- **Cas d'un PLU(i) valant PLH** (L.151-46, R.151-54 et R.152-1) :

Le **PLH** définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.(art. L.302-1 du cch)

Ces objectifs et ces principes tiennent compte de l'évolution démographique et économique, de l'évaluation des besoins des habitants actuels et futurs, de la desserte en transports, des équipements publics, de la nécessité de lutter contre l'étalement urbain et des options d'aménagement déterminées par le schéma de cohérence territoriale ou le schéma de secteur lorsqu'ils existent, ainsi que du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, du schéma départemental d'accueil des gens du voyage et, le cas échéant, de l'accord collectif intercommunal défini à l'article L. 441-1-1 du cch. (art. L.302-1 du cch)

Lorsque le PLU tient lieu de PLH, l'établissement public de coopération intercommunale compétent met en place le dispositif d'observation de l'habitat mentionné au [sixième alinéa de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation](#), dans les conditions définies par l'article [R. 302-1-4](#) du même code. (art. L.151-2 du CU)

- **Cas d'un PLU(i) valant PDU** (L.151-47, R.151-55, R.152-2 et R.152-3) :

Le PLU tenant lieu de PDU poursuit les objectifs énoncés aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports. Il comprend :

1° Des OAP qui précisent les actions et opérations d'aménagement visant à poursuivre les principes et les objectifs énoncés aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports ;

2° Le ou les plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics, prévus à

l'article 45 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, applicables sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

5- Délais et obligations pour la dématérialisation des DU et des SUP



La directive INSPIRE

Loi pour une république numérique
(14/03/2007)

Objectif : faciliter la diffusion et l'utilisation de l'information géographique en Europe.

Échéances pour les **DU, Documents d'Urbanisme** (ordonnance 20 décembre 2013)

DU	Au 01/01/2016	Lors de toute révision d'un DU entre le 01/01/2016 et le 01/01/2020	Au 01/01/2020
Numérisation	Les DU sont numérisés de préférence au standard CNIG	Les DU sont numérisés obligatoirement au standard CNIG	
Téléversement	Les DU sont mis en ligne de préférence sur le GPU		Tout nouveau DU est obligatoirement mis en ligne sur le GPU*

Échéances pour les **SUP, Servitudes d'Utilité Publique** (ordonnance 19 décembre 2013)

SUP	A partir du 01/07/2015	Au 01/01/2020
Numérisation	Les gestionnaires de SUP fournissent à l'Etat les SUP numérisées au standard CNIG	
Téléversement	La publication des SUP en ligne sur le GPU vaut annexion aux DU	

Le document doit être obligatoirement numérisé au standard CNIG et transmis aux services de l'Etat (Article L133-2 du code de l'Urbanisme). Depuis le 1er janvier 2020, le document d'urbanisme doit être publié au format CNIG sur le GPU afin d'être rendu exécutoire (art R153-22 du CU)

Pour aller plus loin :

Présentation générale, fiches techniques et brochures mises à disposition sur le lien suivant :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/geoportail-de-lurbanisme-mode-demploi>